

COMMENTS

LE BILINGUISME DES LOIS DANS LA JURISPRUDENCE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Reynald Boulton *

I. INTRODUCTION

La Cour suprême du Canada, constituée par une loi du 8 avril 1875,¹ a entendu ses premières causes au mois de juin 1876. C'est dix ans plus tard, dans un arrêt du 6 mars 1886² que la jurisprudence de la Cour a eu lieu de faire état, pour la première fois, de la forme bilingue des lois invoquées. C'était, par ailleurs, dans une dissidence. Dès l'année suivante, en 1887, deux décisions de la Cour³ confrontent les textes français et anglais de lois. Depuis, plusieurs arrêts ont mis les deux versions en présence l'une de l'autre. Dans un certain nombre de cas le tribunal a éclairci la portée d'une disposition en rapprochant ainsi ces deux versions. Ce faisant, il semble bien qu'il ait employé des moyens originaux d'interprétation, applicables à la condition bilingue de textes législatifs.

II. L'INTERPRÉTATION DES LOIS. INTERPRÉTATION SIMPLE ET

INTERPRÉTATION CROISÉE

Pour les fins de cet article, il convient de distinguer le régime de l'interprétation ordinaire, que nous appellerons celui de l'interprétation simple, du régime de l'interprétation "bilingue," que nous appellerons celui de l'interprétation croisée.

L'interprétation simple c'est celle qui se fait à l'intérieur d'un même système, juridique ou linguistique, sans incidences de l'extérieur. L'interprétation croisée apporte des solutions à des difficultés qui naissent de la compénétration de deux systèmes, juridiques ou linguistiques. Elle s'impose quand les lois sont bilingues.

* B.A., B.Ph., 1938, LL.L., 1958, Université d'Ottawa. Bibliothécaire de la Cour suprême du Canada, membre du Barreau du Québec.

¹ Can. Stat., 38 Vict. c.11 (1875).

² *Wylie v. Montreal*, 12 R.C.S. 384, à 405, 413 (1886) (Dissidence du Juge Gwynne).

³ *Central Vermont Ry. Co. v. St. Johns*, 14 R.C.S. 288, à 298, 307 (1887); *Mackinnon v. Keroack*, 15 R.C.S. 111, à 116, 130 (1887).

Chaque mode d'interprétation a ses règles propres. Celles de l'interprétation simple sont fixées par des lois générales d'interprétation⁴ ou par des dispositions que comportent certaines lois, par exemple les articles de définitions,⁵ ou enfin par la jurisprudence. Les auteurs spécialisés dans ce domaine du droit, Craies, Maxwell, Delisle, Gényn et autres n'ont traité que de l'interprétation simple.

Quant à l'interprétation croisée, elle a ses règles dans des dispositions législatives, tel l'article 2615 du Code civil et dans la jurisprudence.

Il faut retenir cependant que l'interprétation croisée n'exclut pas l'interprétation simple. Mais quand leurs règles viennent en conflit, il semble que celles de la première doivent l'emporter sur celles de la seconde, soit que le législateur en ait décidé ainsi, soit que la Cour, par une extrapolation des principes généraux d'interprétation, juge qu'il doit en être ainsi. Ainsi, dans la cause *Pouliot v. Fraserville* le juge Brodeur a-t-il décidé:

Le mot "adjoining" me paraît un peu plus restreint que celui "d'avoisinant"; et, comme en vertu de la charte de Fraserville, sec. 297, il est déclaré que dans le cas de divergences entre la version française et la version anglaise la version française sera adoptée de préférence, je dis que nous devons alors considérer tout particulièrement le mot "avoisinant."⁶

Dans l'affaire *Longueil Navigation Co. v. Montreal* le juge Taschereau dit: "The French version of the statute would rather support the by-law, but as the English version is clearly against it, we must on general principles, determine adversely to the tax."⁷

III. L'INTERPRÉTATION CROISÉE À LA COUR SUPRÊME

Voyons quelles règles d'interprétation croisée la Cour suprême a appliquées, c'est-à-dire de quelle façon, quand elle a été appelée à le faire, elle a établi le sens d'un texte et l'intention du législateur par le parallèle des deux versions linguistiques de ce texte.

1) *Justification d'un tel mode d'interprétation*

Dans l'affaire *The King v. Dubois*,⁸ le juge en chef Duff rappelle le statut juridique du français législatif:

Before calling attention to the effect of this language, it is right to mention, first of all, that the statutes of the Parliament of Canada in their French version pass through the two Houses of Parliament and receive the assent

⁴ La Loi d'interprétation, Can. Stat. 1967 c. 7; La Loi d'interprétation, Qué. STAT. REF. c. 1 (1964).

⁵ L'art. 38 de la Loi sur les jeunes délinquants, CAN. STAT. REV. c. 160 (1952), se lit ainsi: "La présente loi doit être libéralement interprétée afin que son objet puisse être atteint, savoir . . ."

⁶ 54 R.C.S. 310, à 329 (1916).

⁷ 15 R.C.S. 566, à 575 (1888).

⁸ [1935] R.C.S. 378, à 401.

of His Majesty at the same time and according to the same procedure as those statutes in their English version. The enactment quoted is an enactment of the Parliament of Canada just as the enactments of the same section, expressed in English, are.

A propos de la version anglaise d'un article du Code civil,⁹ le juge Taschereau formule des observations analogues: "It was submitted to the legislature, enacted and sanctioned simultaneously with the French one, and is law just as much as the French one is."

Dans ces deux cas, la Cour signalait la valeur normative des deux versions de lois citées. Il n'est guère nécessaire de rappeler, croyons-nous, que seules les lois fédérales et les lois du Québec sont exprimées dans des textes officiels bilingues.¹⁰

2) *L'interprétation croisée imparfaite*

a) *Appel de la version opposée, sans commentaires*

Dans un certain nombre de décisions, la Cour suprême a mis en regard les deux versions d'un texte mais sans en tirer aucune conclusion ni s'expliquer sur la raison du procédé. Il ne s'agit pas en l'occurrence de véritable interprétation croisée mais d'une façon de procéder qui en emprunte la technique en allant chercher une caution dans l'autre version. La version opposée reste ici un témoin, mais un témoin muet.¹¹

b) *Appel de la version opposée, avec indication de différences sans conséquences interprétatives*

i) Dans un cas, on a voulu expressément donner le moyen de déceler des divergences éventuelles qui pourraient exister entre les deux versions.

⁹ C.P.R. v. Robinson, 19 R.C.S. 292, à 325 (1890).

¹⁰ Le 2^e alinéa de l'art. 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique prévoit que "les actes du parlement du Canada et de la législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues." L'Acte lui-même, qui est une loi du Parlement du Royaume-Uni, n'a pas de version française officielle. La Cour suprême a néanmoins fait mention du texte français de cette loi dans les arrêts suivants: In re Provincial Fisheries, 26 R.C.S. 444, à 565 (1896); Attorney-General for Canada v. Attorney-General for Quebec, [1929] R.C.S. 557, à 570; Reference re Indians, [1939] R.C.S. 104, à 118.

¹¹ Ces décisions sont les suivantes: Mackinnon v. Keroack, *supra* note 3; Aubert-Gallion v. Roy, 21 R.C.S. 456, à 469 (1892); Inverness Ry. & Coal Co. v. Jones, 40 R.C.S. 45, à 92 (1907); Lamontagne v. Quebec Ry., Light, Heat & Power Co., 50 R.C.S. 423, à 424 (1914); Vandry v. Quebec Ry., Light, Heat & Power Co., 53 R.C.S. 72, à 93 (1916); Barthe v. Alleyn-Sharples, 60 R.C.S. 1, à 25 (1920); The King v. Moscovitz, [1935] R.C.S. 404, à 407; Roy v. The King, [1938] R.C.S. 32, à 47 (1937); Salmo Inv. Ltd. v. The King, [1940] R.C.S. 263, à 270; Fortier v. Longchamp, [1942] R.C.S. 240, à 249; Kissick v. The King, [1952] 1 R.C.S. 343, à 352, 371; Industrial Acceptance Corp. v. Lalonde, [1952] 2 R.C.S. 109, à 119; Picard v. Warren, [1952] 2 R.C.S. 433, à 436-39; Cie d'Entrepreneurs en Construction v. Simard, [1952] 2 R.C.S. 444, à 450; Minister of National Revenue v. Spruce Falls Power & Paper Co., [1953] 2 R.C.S. 407, à 414; Klassy Shoe Store v. Montreal, [1957] R.C.S. 12, à 13 (1956); Sherbrooke v. Commissaires d'écoles, [1957] R.C.S. 476, à 499, 501, 504; The Queen v. Premier Mouton Prods., [1961] R.C.S. 361, à 375; Taylor Blvd. Realities v. Montreal, [1964] R.C.S. 195, à 198; Marcotte v. La Reine, [1965] R.C.S. 209, à 215 (1964); Martineau v. La Reine, [1966] R.C.S. 103, à 106 (1965); Commission des Relations de travail v. Canadian Ingersoll-Rand Co., [1968] R.C.S. 695, à 703; Hamel v. Asbestos, [1967] R.C.S. 534, à 537; Attorney-General of British Columbia v. Smith, [1967] R.C.S. 702, à 713.

*Regent Taxi v. Congrégation des Petits Frères de Marie:*¹²

J'ai reproduit la version française et la version anglaise pour qu'on puisse tenir compte, s'il y a lieu, des divergences qui existent entre elles.

ii) D'autres fois la Cour, tout en signalant des écarts, ne s'y arrête pas:

*Hus v. School Commissioners:*¹³

But, assuming this to be required (the English version of sec. 11, 40 Vic. ch. 22 does not require it,) there is no issue on that point between the parties.

Regent Taxi v. Congrégation des Petits Frères de Marie:

A difference between the two authentic versions of the text of art. 1056 C.C. . . . is not here material.¹⁴

Guaranty Trust Co. v. The King:

In the French version, the last line is: "et les droits ne sont payés qu'à même le capital des biens transmis", from which I take it that the taxes are to be paid "out of the capital" rather than "on the actual capital".¹⁵

iii) Des différences, dont on prend acte, n'influent pas sur la solution élaborée.

Westmount v. Montreal, Light, Heat & Power Co.:

It is sought to justify this departure because of the difference between the French and the English texts of the statute. In the former, the word "terrain" is used to describe that which is to be subject to taxation; and in the English text the word used is "lot." Neither term is a translation of the other; both are to be construed as if they were original expressions. Whichever word is used, whether it be "terrain" or "lot," poles and wires and gas-mains certainly cannot be described as "terrain" and, according to the ordinary use of the word "lot," it cannot be held to designate land in an open and public street.¹⁶

Corporation d'Aqueduc v. Ferron:

On remarque qu'il n'y a pas dans la version française de mots correspondant à "of the votes" dans la version anglaise. Nous émettrons tout d'abord l'opinion que, malgré l'absence de ces mots, les deux versions ont le même sens et veulent dire la même chose; mais il n'y a pas à nier qu'il existe "une différence entre les textes français et anglais".¹⁷

Montreal-West v. Hough:

It would seem, therefore, equally clear, whether we take the French or the English version of art. 1056 C.C., that neither natural parents nor illegitimate children are within its purview.¹⁸

¹² [1929] R.C.S. 650, à 696 (Juge Rinfret diss.).

¹³ 19 R.C.S. 477, à 487 (1890) (Juge Taschereau).

¹⁴ *Supra* note 12, à 658 (Juge en chef Anglin).

¹⁵ [1948] R.C.S. 183, à 211-12 (Juge Rand).

¹⁶ 44 R.C.S. 364, à 366 (1911) (Juge en chef Fitzpatrick).

¹⁷ [1931] R.C.S. 47, à 53 (1930) (Juge Rinfret).

¹⁸ [1931] R.C.S. 113, à 127 (1930) (Juge en chef Anglin).

iv) On a assimilé des différences entre les textes à des accidents de rédaction sans portée interprétative.

Ainsi, dans *Central Vermont Ry. v. St. Johns* on attribue une omission, dans une version, à une faute d'impression :

La version anglaise contient, il est vrai, le mot "immoveable" qui manque dans la première partie de la version française, mais cela ne peut constituer une différence affectant l'interprétation des deux textes, car tous deux confèrent évidemment le droit de taxer les immeubles.¹⁹

By a misprint in the French version of the act the word "immoveables" has been left out, but the context of that version itself shows that immoveables are taxable, and the English version contains the word "immoveables."²⁰

Par ailleurs, on a exprimé l'avis, dans un cas, que si une version employait deux mots alors que l'autre n'en employait qu'un, les deux mots de la première version étaient synonymes.

Mackinnon v. Keroack:

What then is the reasonable conclusion? It is that the use of the word "soustrait" in the French version of the latter was not intended to provide another and different cause for an arrest; but was merely intended to express the views of the legislature by the use of two words instead of one.²¹

3) *Recours sans explication à l'interprétation croisée*

Dans l'affaire *Wylie v. Montreal*, le juge Gwynne donne la préférence à une version sur l'autre mais ne donne pas les motifs de sa discrimination et de son option.

I think it better that we should refer to the French copy of the act upon a question of this nature.²²

4) *L'interprétation renforcée*

Une version a été employée, dans les arrêts qui suivent, pour renforcer l'interprétation qu'on donnait à l'autre. Tantôt il s'agissait de lever un doute, tantôt de faire valoir un appui.

The Queen v. Martin:

This means, as I understand, denied by law, not denied on the record. The French version so expresses it : "Sauf dans les cas où la loi dénie l'action."²³

Dominion Salvage & Wrecking Co. v. Attorney-General of Canada:

The French version of the statute says :

Lorsque et aussitôt que \$100,000 du fonds social auront été

¹⁹ 14 R.C.S. 288, à 298 (1887) (Juge Fournier, diss.).

²⁰ *Id.* à 307 (Juge Taschereau, diss.).

²¹ *Supra* note 11, à 130 (Juge Henry, diss.).

²² *Supra* note 2, à 405.

²³ 20 R.C.S. 240, à 257 (1892) (Juge Patterson).

souscrites, et qu'il en aura été versé trente pour cent.
 "of which 30 per cent shall have been paid." That makes it still clearer, if possible to make it clearer, that 30 per cent thereon in the English version means 30 per cent thereof.²⁴

Toronto Ry. v. The Queen:

Now, if the street railway in Montreal had ever thought of raising this question, they would have been met by the French version of the statute, which is as much law as the English version, and under that version, items 79 and 178, there would not be the least room for doubt.²⁵

Gosselin v. Ontario Bank:

[A]nd finally, under art. 1966 of the Civil Code, no pledge can take place except "with the owner's consent," expressed or implied. The French version, having a comma before the word "with," shows plainly that these words apply to the whole article.²⁶

The King v. Cotton:

Taken in their strict and literal meaning the words "movable and immovable property in the province" relate *prima facie* to property locally situate within the limits of the province and, as my brother Anglin says, that such was the intention of the legislature is made superabundantly clear by reference to the French version of the statute where the words used are: *toute transmission par décès, etc., de biens mobiliers ou immobiliers situés dans la province, etc.*²⁷

Beauvais v. Genge:

It is all made abundantly clear when we consider the French version of article 68. The language is: . . .²⁸

Pouliot v. Fraserville:

The French version of section 193 puts this restriction beyond any possibility of doubt.²⁹

Boily v. St-Henri de Taillon:

Je me sers du langage même de l'article 519 C.M., langage assez défectueux au point de vue grammatical, mais la pensée du législateur est rendue très claire par le texte anglais de l'article, qui parle d'un règlement ou procès-verbal décrétant . . .³⁰

Breakey v. Metgermette North:

Le texte anglais du paragraphe 27, qui parle de "parcels of land", démontre bien qu'il en est ainsi.³¹

²⁴ 21 R.C.S. 72, à 89 (1892) (Juge Taschereau).

²⁵ 25 R.C.S. 24, à 33 (1895) (Juge Taschereau).

²⁶ 36 R.C.S. 406, à 439 (1905) (Juge Girouard).

²⁷ 45 R.C.S. 469, à 473 (1912) (Juge en chef Fitzpatrick).

²⁸ 53 R.C.S. 353, à 359 (1916) (Juge en chef Fitzpatrick).

²⁹ 54 R.C.S. 310, à 320 (1916) (Juge Anglin, diss.).

³⁰ 61 R.C.S. 40, à 58 (1920) (Juge Mignault).

³¹ 61 R.C.S. 237, à 251 (1920) (Juge Mignault).

Quebec v. United Typewriter Co.:

This probability is strengthened by the circumstance that in the French version "fait dommageable" in the first sentence is evidently regarded as the equivalent of "right of action."²²

Smith v. Lévesque:

[A]nd this seems to result from the French version of Article 1376, which uses the words "*réellement situé*," thus denoting the *real* as opposed to the *fictional* or *notional* situation.²³

Roberge v. Daigneau:

[I]l ne s'agit que des servitudes contractuelles, c'est-à-dire créées par un contrat, ce que le texte anglais de ces articles traduit par les mots "constituted by title."²⁴

The King v. Anthony:

While the latter and the wording used in section 19 (c) might appear linguistically similar, the statute should receive the same interpretation as the expression "in the course of his employment",—particularly when one takes into consideration the wording of the French text,

pendant qu'il agissait dans l'exercice de ses fonctions ou de son emploi.²⁵

Commissioner of Patents v. Winthrop Chemical Co.:

As pointed out by my brother Taschereau on the argument, it is impossible to give to the word "*revendiqués*", which is the corresponding word in the French text, any such meaning as "defined in the claim."²⁶

Rowe v. The King:

The French text of the statute here in question reads

. . . ou au cours ou au moment de la fuite du délinquant après
la perpétration . . .

In the present instance "upon" cannot be given the meaning of either before or simultaneously with the commission of the offence, and as the word "immediately" is not used in the statute, I think "upon" should be interpreted in the sense of "following."²⁷

Manning Timber Products Ltd. v. Minister of National Revenue:

Moreover, in the French version of section 3, which must be read with the English one . . . the translation for "substantial" is "important".²⁸

²² 62 R.C.S. 241, à 243 (1921) (Juge Duff).

²³ [1923] R.C.S. 578, à 590 (Juge Mignault).

²⁴ [1926] R.C.S. 191, à 193 (Juge Mignault).

²⁵ [1946] R.C.S. 569, à 577 (Juge Kerwin).

²⁶ [1948] R.C.S. 46, à 54 (Juge Kellock).

²⁷ [1951] R.C.S. 713, à 720 (Juge Kellock).

²⁸ [1952] 2 R.C.S. 481, à 484 (Juge Taschereau).

Howard Smith Paper Mills Ltd. v. The Queen:

While "prevent" quite commonly is used in the above sense it is also used in the sense of "hinder" or "impede". In the French version the word is "prévenir" which also is commonly used in the sense of "empêcher."³⁹

Rexair of Canada Ltd. v. The Queen:

[B]ut any doubt on the matter appears to me to be removed by the wording of the French version⁴⁰

The Queen v. Dennis:

As was indicated by Fauteux J. at the hearing of this appeal, this construction is borne out by the French version of s. 743 (1) (a) which reads as follows :⁴¹

Tupper v. The Queen:

The English version reads : "any instrument for house-breaking"; the French version reads : "un instrument pouvant servir aux effractions de maisons". The French version makes the meaning clear. Both versions mean the same thing.⁴²

Gamache v. Ministre des Transports:

Le seul texte que l'on ait invoqué devant nous c'est cette partie du paragraphe f) de l'article 329 de la Loi qui permet d'établir des règlements concernant la gouverne des pilotes . . ."; en anglais : "make regulations for the government of pilots". Dans l'une ou l'autre langue, ce texte ne vise que la conduite des pilotes

Le solliciteur général du Canada n'est sûrement pas un "civil servant" et cependant on l'appelle en français "un fonctionnaire", en anglais "an officer". Voilà qui paraît tout à fait décisif. Rien n'indique qu'au chapitre 16 le mot "officer" devrait avoir un sens différent de celui qu'il a au chapitre 14. On voit très bien maintenant⁴³

North Coast Air Services v. Canadian Transport Commission:

My view as to the meaning of s. 5 is strengthened by the wording of the French text. In the English text, in subs. (1) the word "procedure" is used in one place, and the word "proceeding" in another, both words occurring in the same sentence, but in the French text the word "procédure" is used in both places. In subs. (2) where the English text refers to "proceedings", the word "procédures" is used in the French text. This emphasizes the fact that s. 5 is concerned with procedural matters.⁴⁴

³⁹ [1957] R.C.S. 403, à 408 (Juge Kellock).

⁴⁰ [1958] R.C.S. 577, à 582 (Juge Cartwright, diss.).

⁴¹ [1960] R.C.S. 286, à 294 (Juge Ritchie).

⁴² [1967] R.C.S. 589, à 593 (Juge Judson).

⁴³ Arrêt du 1^{er} octobre, 1968 (Juge Pigeon). Cet arrêt n'avait pas encore paru dans le recueil de jurisprudence de la Cour à la date où cet article allait sous presse.

⁴⁴ [1968] R.C.S. 940, à 947 (Juge Martland).

5) *L'interprétation par attraction du sens d'une version par celui de l'autre*

Quand une version pouvait avoir deux sens on a opté pour le sens qui correspondait à celui de l'autre version.

Drew v. The King:

[A]nd of two possible constructions in one of the versions, that one which reconciles the two must be followed. So that the words "*having power to hold such judicial proceeding*" in the English version must be read as applied to the word *person* therein, as the corresponding words in the French version unquestionably must be.⁴⁵

Johnson v. Laflamme:

The two versions of the Code must be read together, and, while one may undoubtedly be used to interpret the other, where the language used in each taken in its primary sense means a certain thing and in the English version is not susceptible of any other meaning the fact that French authorities have put another construction on the words of the French version when accompanied by a different context does not seem to afford a sufficient ground for departing from the primary meaning.⁴⁶

6) *Interprétation par indication et adoption d'une version originale*

On a jugé opportun, dans les deux décisions qui suivent, de qualifier version originale l'une des deux versions afin de lui donner préséance sur l'autre.

Shawinigan Carbide Co. v. Doucet:

But both versions of the Code are of equal authority, and in this instance the original was the English version rather than the French.⁴⁷

Johnson v. Laflamme:

If in determining a question as to whether the English or the French version of the Code should prevail where they differ it is material to know in which language the provision was originally drafted⁴⁸

7) *L'interprétation d'une disposition par référence à la version authentique du texte qui en est la source*

L'annexe d'une loi a pu, dans des circonstances particulières, servir de texte de contrôle.

⁴⁵ 33 R.C.S. 228, à 232 (1903) (Juge en chef Taschereau, diss.).

⁴⁶ 54 R.C.S. 495, à 518-19 (1916) (Juge Anglin, diss.).

⁴⁷ 42 R.C.S. 281, à 345 (1909) (Juge Anglin, diss.).

⁴⁸ *Supra* note 46, à 519 (Juge Anglin, diss.).

Composers, Authors & Publishers Ass'n. of Canada v. C.T.V. Television Network Ltd.:

Once it is ascertained that interpretation has to be resorted to, the intention must be gathered from the statute as a whole and this certainly includes the Schedule that is referred to in the body of the Act and is printed with it. Upon such consideration it becomes apparent that sub-para. (f) is intended to achieve the result contemplated in paragraph 1 of article 11 *bis*. Bearing in mind that the Rome Convention is in French no other conclusion is possible but that the intent is to provide that copyright includes the exclusive right of public performance or representation by radio broadcasting ("communication au public par la radiodiffusion").⁴⁹

8) *L'interprétation croisée réglée par une disposition législative*

a) Préférence inconditionnelle d'une version sur l'autre en cas de conflit.

Du seul fait qu'il y avait défaut de concordance entre les deux versions, la Cour a accordé d'office la primauté à l'une d'elles parce que la loi en cause dans le litige l'exigeait. C'est ce qu'on peut constater dans l'arrêt suivant:

Pouliot v. Fraserville:

Le mot 'adoining' me paraît un peu plus restreint que celui "d'avoisinant"; et, comme en vertu de la charte de Fraserville, sec. 297, il est déclaré que dans le cas de divergences entre la version française et la version anglaise la version française sera adoptée de préférence, je dis que nous devons alors considérer tout particulièrement le mot "avoisinant."⁵⁰

b) Préférence accordée à une version sur l'autre après constatation de certaines conditions.

La priorité d'une version peut tenir à ce que cette version réponde à certaines conditions établies par la loi.

La Malbaie v. Boulianne:

S'il y a divergence entre les deux textes, c'est la version anglaise, au besoin, qui prévaudrait, comme étant conforme au texte du statut de 1870 (C.M., art. 15 . . .).⁵¹

Watt & Scott Ltd. v. Montreal:

This is an absolutely new construction, and in adopting it preference was given to the French version of article 1054 C.C. without apparently considering the rule of construction laid down by article 2615 C.C. that when a difference exists between the English and the French texts of any article of the code, that version shall prevail . . .⁵²

⁴⁹ [1968] R.C.S. 676, à 682 (Juge Pigeon).

⁵⁰ *Supra* note 6 (Juge Brodeur).

⁵¹ [1932] R.C.S. 374, à 384 (Juge Rinfret).

⁵² 60 R.C.S. 523, à 546 (1920) (Juge Mignault).

Sherbrooke v. Commissaires d'écoles:

In my opinion the word "likewise" brings out the meaning of "aussi" in the French version, which is "most consistent with the provisions of the existing laws on which the article is founded": art. 2615.⁵³

Shawinigan Carbide Co. v. Doucet:

In the view expressed above an examination of the French text becomes unnecessary. Article 2615 C.C., expressly provides that, where the French and English versions differ, that construction is to be adopted which most nearly accords with the existing law upon the topic dealt with;⁵⁴

Guardian Assurance Co. v. Chicoutimi:

The French version of article 4584 [sic], C.C., is clear upon the point. The English version creates a difficulty Article 2615, C.C., provides that where the French and English versions differ that version is to be accepted which most nearly accords with the existing law.⁵⁵

La version anglaise cependant ne laisse pas de doute que la seule obligation du tiers qui passe à l'assureur est l'obligation délictuelle. Voici en effet le texte de l'article:—

The insurer on paying the loss is entitled to a transfer of the rights of the insured against the persons *by whose fault* the fire or loss was caused.

Les deux textes diffèrent évidemment. Alors nous devons pour les interpréter, suivre la règle énoncée en l'article 2615, C.C., qui dit que nous devons suivre le texte le plus compatible avec les dispositions des lois existantes.⁵⁶

Vandry v. Quebec Ry., Light, Heat and Power Co.:

The English version is conclusively against this application of paragraph six and article 2615 C.C. requires us, where the two differ, to resort to that version which is the more conformable to *le droit commun*.⁵⁷

Johnson v. Laflamme:

Moreover the theory that is now suggested, while it has the charm of novelty, ignores completely the rule laid down by the Code itself in articles 2615 and 12 C.C. for the solution of the very difficulty that has arisen here.

Article 2615 provides that if there be a difference between the English and the French texts that version shall prevail which is most consistent with the provisions of the existing laws on which the article is founded and *if there be any such difference in an article changing the existing laws*, as in this case, that version shall prevail which is more consistent with the intention of the article.⁵⁸

⁵³ [1957] R.C.S. 476, à 499 (Juge Kellock).

⁵⁴ 42 R.C.S. 281, à 323 (1909) (Juge Duff, diss.).

⁵⁵ 51 R.C.S. 562, à 576 (1915) (Juge Duff, diss.).

⁵⁶ *Id.* à 586 (Juge Brodeur).

⁵⁷ 53 R.C.S. 72, à 111 (1916) (Juge Duff, diss.).

⁵⁸ *Supra* note 46, à 506 (Juge en chef Fitzpatrick).

9) *Application des principes de l'interprétation simple à l'interprétation croisée*

a) L'interprétation restrictive.

L'interprétation des textes qui imposent une charge fiscale est restrictive. En cas de doute, la version la plus favorable au justiciable est adoptée.⁵⁹ Ce principe semble avoir été appliqué dans l'arrêt suivant:

Longueil Navigation Co. v. Montreal:

Les deux versions du statut n'étant pas d'accord je crois que dans ce cas on devrait prendre la version anglaise, sur le principe qu'elle est plus claire et impose une taxe moins rigoureuse et moins étendue que celle de la version française.⁶⁰

The French version of the statute would rather support the by-law, but as the English version is clearly against it, we must on general principles, determine adversely to the tax.⁶¹

b) Le sens d'une disposition est celui qui est le plus en harmonie avec l'objet de la loi.⁶²

Le contexte doit servir à décider le sens d'une disposition dont les versions se heurtent.

Laliberté v. Larue:

Il importe donc de noter que, dans la version anglaise du statut, les mots "mortgage" ou "mortgaging" comme équivalents de "nantir" ou "nantissement" de la version française sont: ou bien une impropriété de langage qui peut malheureusement prêter à confusion ou bien l'emploi d'un mot anglais dans une acception toute autre que celle qui lui est attribuée dans le système de droit prévalant dans les autres provinces du Canada. Il n'y a pas de connexité entre le "nantissement" du droit civil et le "mortgage" de la "common law". Mais il est certain que le sens du statut est conforme à la conception du "nantissement" et opposé à celle du "mortgage", puisque le statut lui-même le déclare: . . .⁶³

c) Les deux versions s'interprètent l'une par l'autre.

C'est une règle d'Ilbert⁶⁴ étendue à l'interprétation des textes bilingues.

C.P.R. v. Robinson:

I take it that whether the article was first written in French or in English is immaterial, if there is no absolute contradiction between the two versions. In the case of ambiguity, where there is any possibility to reconcile the two, one must be interpreted by the other. The English version cannot be

⁵⁹ Voir MAXWELL, ON INTERPRETATION OF STATUTES à 278 (11^e ed. 1962).

⁶⁰ 15 R.C.S. 566, à 573 (1888) (Juge Fournier).

⁶¹ *Id.* à 575 (Juge Taschereau).

⁶² Voir MAXWELL, *supra* note 59, à 28.

⁶³ [1931] R.C.S. 7, à 17 (Juge Rinfret).

⁶⁴ Voir C. ILBERT, LEGISLATIVE METHODS AND FORMS à 250 (1901).

read out of the law [Art. 2615 c.c.]. It was submitted to the legislature, enacted and sanctioned simultaneously with the French one, and is law just as the French one is.⁶⁵

Davis v. Montreal:

The appellant has attempted in vain to have us find a difference on this point between the French and English versions of the statute. There would appear at first sight to be one, but we have to interpret both as one and the same enactment, not as two different ones. And the statute would mean nothing if the appellant's contention as to the French word *discretion* as differing from the English version "at pleasure" was to prevail.⁶⁶

Cadieux v. Montreal Gas Co.:

We do not attach any importance to the use of the word *édifices* in the French version of the statute, to arrive at the true meaning of the word "premises" used in the English version. We believe that the word *édifices* here simply means *lieux* where the gas is consumed and not paid for, and not distinct buildings or premises where no fault exists. "Premises" cannot mean *édifices* only, as gas may be, and is in fact consumed out of *édifices* or buildings, for instance, in the open air, gardens and grounds, parks, streets and avenues.⁶⁷

Allan v. Price:

The French version of Article 1512 of the code is perhaps more explicit than the English one The words "*à cet égard*" are not to be found in the English version, but they are clearly understood.⁶⁸

Hyde v. Webster:

From the English version it might be deduced that the partnership would be bound by any advantageous contract made by one of the partners on its behalf; but, from the French version, and more particularly in the form which the excepting clause takes in the Code Napoléon, it seems reasonably clear that an unauthorized contract made in its behalf will bind the partnership, in the absence of ratification, only if it has in fact derived profit from it.⁶⁹

Johnson v. Laflamme:

Reading the two versions together without reference to any context, the construction and effect of them seem not to be open to controversy, although the words in the French version

d'avoir exercé son action de rémeré,

are not so precise as to be altogether incapable of more than one necessarily exclusive meaning. This cannot be affirmed of the words of the English version.

⁶⁵ 19 R.C.S. 292, à 325 (1891) (Juge Taschereau).

⁶⁶ 27 R.C.S. 539, à 544 (1897) (Juge Taschereau).

⁶⁷ 28 R.C.S. 382, à 386 (1898) (Juge Girouard).

⁶⁸ 30 R.C.S. 536, à 538 (1900) (Juge Girouard).

⁶⁹ 50 R.C.S. 295, à 305 (1914) (Juge Anglin).

If the seller *fails to bring a suit for the enforcement of his right of redemption etc.*,

words both apt and precise and their one necessary meaning being⁷⁰

La Malbaie v. Boulianne:

With great respect, I differ from the view taken by my brother Rinfret as to the effect and meaning of the term "*qualité foncière*." The English translation is "immoveable property qualification." The phrase "property qualification" implies no idea or notion of "valuation" whatsoever.⁷¹

The King v. Dubois:

The statute, in the French version, must, of course, be read with the statute in the English version.⁷²

Congrégation du T.S. Rédempteur v. School Trustees:

In the French version of the Act, in subsections (17) and (18) of section (1), the word "imposé" is used for the word "levy" in the English version. On the other hand, section 244 uses the word "imposé" in French and the word "impose" in English in subsection (1) as well as in subsection (3). In section 249 the word "imposé" in French is inserted as the equivalent of the word "levy" in English; and if one goes through the several sections of the Act, it will be seen that the words "imposé" and "levy" are used interchangeably, as well as the words "tax" and "assessment."⁷³

Composers, Authors & Publishers Ass'n of Canada v. Western Fair Ass'n:

It is clear, as was held by this Court in *The King v. Dubois* that a statute in the English version must be read with the statute in the French version. So read, the former means that the words "by the directors thereof" refer to an exhibition or fair which is held under Dominion, provincial or municipal authority.⁷⁴

The French text reads as follows :

Accordingly it would appear that the section is to be read as follows⁷⁵

Sherbrooke v. Commissaires d'écoles:

In my opinion the word "likewise" brings out the meaning of "aussi" in the French version⁷⁶

Maurice Pollack Ltée. v. Comité Paritaire du Commerce de détail:

Whatever one might think of the use of the word "mentioned", the English version must, of course, be read in conjunction with the French version where the corresponding word is "énumérés."⁷⁷

⁷⁰ *Supra* note 46, à 508 (1916) (Juge Duff, diss.).

⁷¹ *Supra* note 51, à 378 (Juge en chef Anglin).

⁷² [1935] R.C.S. 378, à 403 (Juge en chef Duff).

⁷³ [1945] R.C.S. 685, à 697 (Juge en chef Rinfret).

⁷⁴ [1951] R.C.S. 596, à 598-599 (Juge Kerwin).

⁷⁵ *Id.* à 605 (Juge Kellock).

⁷⁶ *Supra* note 53 (Juge Kellock).

⁷⁷ [1946] R.C.S. 343, à 349-50 (Juge Kerwin).

More v. The Queen:

Thus it appears from both the English and the French versions, which in the consideration of a federal statute must be read together, . . . that a time element⁷⁸

d) Application de présomptions

i) Toute intervention du législateur a un objet. Quand une modification à la loi existante n'apparaît que dans l'une des deux versions, cette dernière doit l'emporter sur l'autre car sans cela l'intervention du législateur serait vaine.⁷⁹

Vézina v. The Queen:

Singularly enough, this change from *and* to *at* was not followed in the French copy of the Consolidated Statutes.⁸⁰

Blachford v. McBain:

C'est donc la version française de l'article qui doit prévaloir : car la version anglaise laisserait la loi telle qu'elle était en 1860.⁸¹

Klippert v. The Queen:

During the hearing of this appeal, reference was made to a certain part of the French version of the former and of the new definition and some reliance appears to have been placed, by counsel for the appellant, on a lack of difference between the two texts to support the contention that the psychological ability to control has not been replaced by a straight factual investigation and is still a constituent element in the definition. The part of the definition to which we were referred reads as follows :

in the former definition :

" . . . qui, d'après son inconduite en matière sexuelle, a manifesté une impuissance à maîtriser ses impulsions sexuelles . . . "

and in the new definition :

" . . . qui, d'après sa conduite en matière sexuelle, a manifesté une impuissance à maîtriser ses impulsions sexuelles . . . "

Both texts are obviously identical in substance. In my opinion, this, in no way, supports the proposition contended for by the appellant. We are not dealing here with a situation where each of the English and of the French text is capable of assisting the other, in a matter of interpretation, but with a situation where one has to elect between either the English text, which manifests the actual intervention of Parliament to change the existing law with respect to one of the constituent elements in the definition, or the French text, which is indicative of no change at all. In *Blachford v.*

⁷⁸ [1963] R.C.S. 522, à 530 (Juge Fauteux, diss.).

⁷⁹ Voir MAXWELL, *supra* note 59, à 319.

⁸⁰ 17 R.C.S. 1, à 23 (1889) (Juge Patterson).

⁸¹ 20 R.C.S. 269, à 275 (1892) (Juge Taschereau).

McBain, [1892, 20 S.C.R. 269] Taschereau J., as he then was, disposed of a similar question by ignoring the version which left the law in the state in which it was, prior to the Act adopted to change it, cf. p. 275. Indeed, to give priority to the French version would, in this case, render the change made in the English version meaningless and the actual intervention of Parliament, to make this change, futile.⁸³

ii) Présomption d'équivalence des termes

L'emploi d'expressions déterminées par le législateur fait présumer que ces expressions correspondent les unes aux autres, d'une langue à l'autre.

Canadian Allis-Chambers Ltd. v. Lachine:

La version française de cet article emploie l'expression : "exempter des taxes municipales", tandis que la version anglaise se sert des mots "exempt from the payment of municipal taxes", ce qui semble indiquer que, dans l'esprit du législateur, les deux expressions sont équivalentes.⁸³

Syndicat catholique des employés de magasins v. Compagnie Paquet:

Whatever the phrase may be, "conditions de travail", "conditions of labour" or "conditions of employment", all three deal with the same general concept and in one language the terminology is uniform.⁸⁴

IV. CONCLUSION

De l'examen des arrêts qui précèdent on voit que la jurisprudence de la Cour suprême, dans les affaires où le bilinguisme des lois était en cause, a recouru à des moyens d'interprétation spéciaux tirés du principe que la volonté du législateur est une, sans dédoublement.

On pourra rapprocher cette pratique jurisprudentielle des règles que prévoit le projet de loi concernant le statut des langues officielles du Canada (Bill C-120).⁸⁵

L'article 8 du projet est ainsi conçu:

8. (1) Dans l'interprétation d'un texte législatif, les versions des deux langues officielles font pareillement autorité.

(2) Pour l'application du paragraphe (1) à l'interprétation d'un texte législatif,

a) lorsqu'on allègue ou lorsqu'il apparaît que les deux versions du texte législatif n'ont pas le même sens, on tiendra compte de ses deux versions afin de donner, sous toutes réserves prévues par l'alinéa c), le même effet au texte législatif en tout lieu du Canada où l'on veut qu'il s'applique, à moins qu'une intention contraire ne soit explicitement ou implicitement évidente;

⁸³ [1967] R.C.S. 822, à 834 (Juge Fauteux).

⁸³ [1934] R.C.S. 445, à 448 (Juge Rinfret).

⁸⁴ [1959] R.C.S. 206, à 211 (Juge Judson).

⁸⁵ Ces lignes ont été rédigées au début de juin, 1969.

b) sous toutes réserves prévues à l'alinéa c), lorsque le texte législatif fait mention d'un concept ou d'une chose, la mention sera, dans chacune des deux versions du texte législatif, interprétée comme une mention du concept ou de la chose que signifient indifféremment l'une et l'autre version du texte législatif;

c) lorsque l'expression d'un concept ou d'une chose, dans l'une des versions du texte législatif, est incompatible avec le système juridique ou les institutions d'un lieu du Canada où l'on veut que ce texte s'applique mais que son expression dans l'autre version du texte est compatible avec ce système ou ces institutions, une mention du concept ou de la chose dans le texte sera, dans la mesure où ce texte s'applique à ce lieu du Canada, interprétée comme une mention du concept ou de la chose, exprimée dans la version qui est compatible avec ce système ou ces institutions; et

d) s'il y a, entre les deux versions du texte législatif, une différence autre que celle mentionnée à l'alinéa c), on donnera la préférence à la version qui, selon l'esprit, l'intention et le sens véritables du texte, assure le mieux la réalisation de ses objets.

Il se peut que par suite de l'adoption de ces dispositions, qui ne concernent cependant que la législation fédérale, certaines règles jurisprudentielles d'interprétation deviennent inapplicables. Mais dans l'ensemble, il semble que le projet de loi tende à retenir et à consacrer les moyens établis par la jurisprudence de la Cour suprême pour l'interprétation des lois par leurs deux versions officielles.